

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 12 mai 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE À RETENIR

300 M EUR

C'est le montant que pourraient représenter les nouveaux projets lancés en 2025 par l'Union européenne dans le nord du Nigeria

Nigeria :

La Banque mondiale salue les progrès économiques du Nigeria et appelle à poursuivre les réformes pour promouvoir une croissance durable et inclusive; L'inflation enregistrée à 23,7% en avril, en légère baisse par rapport à mars; Le gouvernement de l'État de Kaduna annonce la création de la première usine de traitement du lithium au Nigéria; Premier film nigérian en sélection officielle à Cannes : une avancée majeure pour l'industrie cinématographique et culturelle; Le Nigeria lance un fonds pour dynamiser l'économie créative et soutenir l'entrepreneuriat culturel.

Ghana :

La note de crédit du Ghana relevée à « CCC+ » par S&P dans le cadre des réformes de l'or et de la restructuration de la dette ; Le cédit ghanéen s'apprécie en avril 2025 après les interventions de la Banque du Ghana.

Nigeria

La Banque mondiale salue les progrès économiques du Nigeria et appelle à poursuivre les réformes pour promouvoir une croissance durable et inclusive

[La Banque mondiale a publié son rapport semestriel sur l'état du développement au Nigeria](#). Le rapport salue l'amélioration de la situation macroéconomique, résultant de la continuité des réformes mises en place par l'administration Tinubu depuis mai 2023, qui portent progressivement leurs fruits.

La Banque mondiale cite notamment l'amélioration des performances de l'économie nigériane (croissance de 3,4% du Produit intérieur brut (PIB) en 2024, contre 2,9% en 2023), des réserves de la banque centrale, de la balance courante (excédent de 9,2% du PIB soit 17 Md USD, contre 1,6% du PIB en 2023) mais également la stabilisation du taux de change, avec un naira reflétant désormais sa valeur de marché.

Le Nigeria a notamment enregistré une amélioration notable en matière de collection et de consolidation fiscale. La suppression des subventions de change et de carburant mais également des améliorations en matière d'administration fiscale ont ainsi permis l'amélioration notable des recettes publiques, passées de 16 800 Md NGN en 2023 soit 7,2% du PIB à 31 900 Md NGN en 2024, soit 11,5% du PIB. L'Etat nigérian doit encore recevoir une partie des revenus tirés du retrait des subventions au carburant, ce qui pourrait davantage élargir l'espace fiscal dégagé par ces réformes.

« L'amélioration de la stabilité macroéconomique offre un tremplin pour une croissance inclusive. Dans l'ensemble, les évolutions économiques récentes, notamment la reprise de la croissance et l'amélioration des équilibres budgétaire et extérieur du Nigeria, envoient des signaux encourageants selon lesquels les réformes macroéconomiques difficiles entreprises par le gouvernement depuis 2023 commencent à porter leurs fruits. »

Banque mondiale, Nigeria Development Update, mai 2025

La Banque mondiale recommande désormais de poursuivre cet élan de réformes structurelles et maintenir un *policy mix* approprié, pour promouvoir une croissance plus inclusive et durable et atteindre les objectifs d'une croissance de 7% du PIB sur le long terme. Le Nigeria doit capitaliser sur son taux de change compétitif et sur les marges

de manœuvre permises par l'espace fiscal dégagé par le retrait des subventions de change et de carburant.

La Banque mondiale souligne la nécessité de réduire les barrières commerciales pour promouvoir le commerce intrarégional et le développement du tissu industriel nigérian; d'investir davantage pour réduire le déficit d'infrastructures énergétiques et de transport et renforcer la productivité agricole; de soutenir le développement du capital humain; d'accélérer sur les programmes de soutien financier à destination des populations les plus vulnérables ou encore d'améliorer l'environnement des affaires pour permettre le développement du secteur privé.

« Le Nigeria dispose désormais d'une occasion historique d'améliorer la qualité des dépenses et d'investir dans le capital humain, la protection sociale et les infrastructures. »

Banque mondiale, Nigeria Development Update, mai 2025

La forte dépendance des finances publiques et des équilibres externes du Nigeria aux variations du cours du pétrole, la contraction attendue du commerce international en 2025, les débuts précoces de la campagne pour l'élection présidentielle de 2027, représentent des facteurs de risques pour les équilibres macroéconomiques du pays et la continuité des réformes.

« Le rythme de la croissance au Nigeria doit encore s'accélérer pour répondre à ses aspirations, réduire la pauvreté et apporter la prospérité. L'économie devrait croître à un rythme environ cinq fois supérieur pour atteindre l'objectif gouvernemental d'une économie de 1 000 Md USD d'ici 2030. »

Banque mondiale, Nigeria Development Update, mai 2025

L'inflation enregistrée à 23,7% en avril, en légère baisse par rapport à mars

[Le Bureau national des statistiques nigérian \(NBS\) a publié les résultats d'inflation du pays pour le mois d'avril 2025.](#) Le Nigeria enregistre 23,7% d'inflation en avril en glissement annuel, en légère baisse par rapport aux 24,2% de mars. Il s'agit de la plus faible augmentation de l'indice des prix d'un mois à l'autre (1,9%) depuis octobre 2023.

Les prix de l'énergie et notamment de l'électricité et du carburant demeurent les principaux relais de l'inflation. Le renouvellement de l'accord entre la raffinerie Dangote et la NNPC (compagnie pétrolière nationale) sur la fourniture de pétrole brut et la vente d'essence en avril, après son interruption en mars à cause des difficultés d'approvisionnement en brut local de la NNPC, pourrait sensiblement baisser le prix du carburant à court terme.

L'inflation alimentaire (21,3% en avril), qui était le premier facteur responsable de l'inflation élevée au Nigeria (39,1% en 2024 avec un pic à 40,8% en juin 2024), a poursuivi sa diminution (21,8% en mars, 23,5% en février et 26,1% en janvier), et est désormais inférieure à l'inflation totale à 23,7% et l'inflation sous-jacente à 23,4%. Les

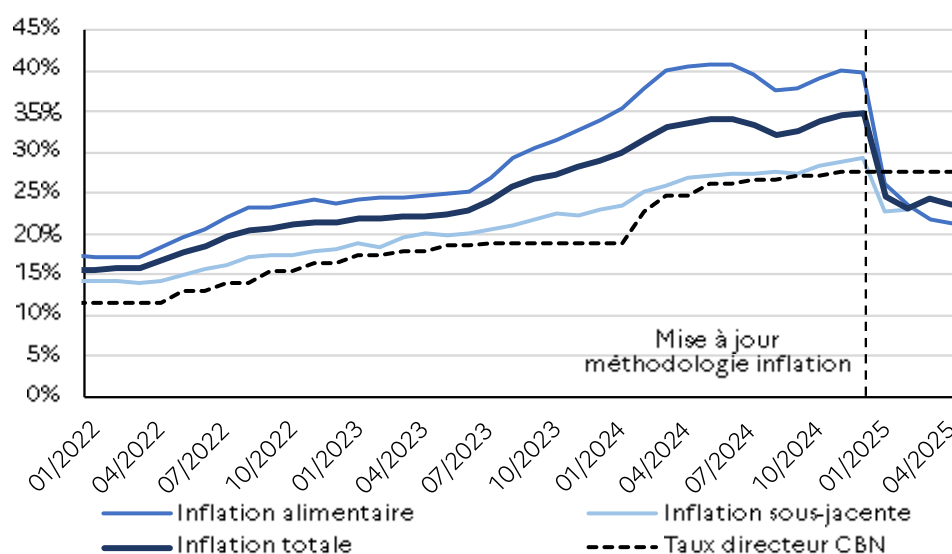
perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les défis logistiques et l'insécurité dans les principales régions productrices de denrées alimentaires restent des défis structurels.

L'inflation sous-jacente, après deux augmentations successives en février et mars, s'est réduite en avril, pour revenir sous le niveau d'inflation dans son ensemble (23,4% après 24,4% en mars, 23,0% en février et 22,6% en janvier).

La persistance de l'inflation pourrait conduire la Banque centrale du Nigeria (CBN) à maintenir son taux directeur lors du prochain comité de politique monétaire prévu les 19 et 20 mai prochains.

[Le FMI](#) prévoit une inflation de 26,5% en moyenne en 2025 après 33,2% en 2024. [La Banque mondiale](#) est plus optimiste avec 22,1% après 26,6% en 2024.

Évolution de l'inflation en glissement annuel au Nigeria depuis 2022



Source : National Bureau of Statistics NBS

Clef de lecture : L'inflation du Nigeria s'élève à 23,7% en avril 2025 (courbe bleu foncé), l'inflation alimentaire représente 21,3% (courbe bleue) et l'inflation sous-jacente 23,4% (courbe bleu clair).

Le gouvernement de l'État de Kaduna annonce la création de la première usine de traitement du lithium au Nigéria

[Le gouvernement de l'État de Kaduna a annoncé la création de la première usine de traitement du lithium au Nigeria, située dans la localité de Kangimi.](#) Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat de Kaduna pour valoriser les quelques 70 minéraux solides présents dans l'Etat, dont le lithium, l'or, l'étain, le coltan, le titane et le fer. Cette infrastructure dont le coût est estimé à environ 25 M USD doit créer quelques centaines d'emplois et lutter contre l'exploitation minière illégale en attirant des investisseurs étrangers. Il s'agit d'une coentreprise entre le gouvernement de l'État de Kaduna et l'entreprise chinoise Ming Xin Mineral Separation. Sa capacité actuelle est d'environ 1 500 tonnes par jour.

La Kaduna Mining Development Company a par ailleurs acquis 18 titres miniers supplémentaires. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie du gouverneur Uba Sani de développer le secteur des minéraux solides pour stimuler l'économie de l'État fédéré.

Premier film nigérian en sélection officielle à Cannes : une avancée majeure pour l'industrie cinématographique et culturelle

[Pour la première fois en près de 80 ans](#), un film nigérian fait partie de la sélection officielle du Festival de Cannes. [My Father's Shadow](#), réalisé par Akinola Davies Jr. et coécrit avec son frère Wale Davies, sera projeté dans la section Un Certain Regard, dédiée aux nouveaux talents du cinéma mondial.

Produit par Element Pictures (Irlande) en association avec les structures nigérianes Fatherland Productions et Crybaby, le film bénéficie déjà d'un soutien international stratégique. Le distributeur MUBI a acquis les droits pour l'Amérique du Nord et d'autres territoires bien avant l'annonce de sa sélection à Cannes, attestant de l'intérêt économique et artistique que suscite ce projet.

Ancré dans le Lagos post-électoral de 1993, le long-métrage met en lumière un récit semi-autobiographique porté par l'acteur Sope Dirisu. Il s'agit d'une vitrine sans précédent pour l'industrie cinématographique nigériane, qui mêle langues locales (yoruba, pidgin) et références culturelles précises.

Ce succès souligne le potentiel croissant du cinéma nigérian indépendant sur la scène internationale, ouvrant la voie à de futures opportunités économiques, notamment en matière de distribution, coproduction et exportation culturelle. Avec un casting et une équipe principalement nigériane, le film illustre la capacité du pays à produire des œuvres de qualité mondiale.

Le Nigeria lance un fonds pour dynamiser l'économie créative et soutenir l'entrepreneuriat culturel

Le gouvernement fédéral du Nigeria a lancé le [Creative Economy Development Fund \(CEDF\)](#), un programme stratégique visant à stimuler la croissance économique par le biais des industries créatives et culturelles. Doté d'un financement pouvant atteindre 100 000 USD par bénéficiaire, le CEDF s'adresse aux jeunes entrepreneurs, entreprises et institutions évoluant dans des secteurs tels que le cinéma, la musique, la mode, l'édition, le jeu vidéo, le tourisme culturel, les plateformes numériques ou encore les services juridiques liés à la propriété intellectuelle. Le CEDF représente une opportunité majeure pour positionner les industries culturelles comme levier de croissance et d'influence.

Porté par le ministère fédéral des Arts, de la Culture, du Tourisme et de l'Économie créative, ce fonds s'inscrit dans la volonté du gouvernement de favoriser la diversification économique, la création d'emplois, l'accès à de nouveaux marchés et le rayonnement culturel international du Nigeria.

Au-delà du soutien financier, le CEDF prévoit un accompagnement structurant incluant du mentorat professionnel et la facilitation de l'accès à des financements durables. Il introduit également une innovation majeure : l'intégration d'un modèle de valorisation des actifs immatériels, permettant de sécuriser et de mobiliser des investissements à partir de la propriété intellectuelle.

Ghana

La note de crédit du Ghana relevée à « CCC+ » par S&P dans le cadre des réformes de l'or et de la restructuration de la dette

[L'agence de notation S&P Global Ratings a relevé la note souveraine en devises du Ghana, la faisant passer de Défaut sélectif \(SD\) à CCC+,](#) saluant ainsi les efforts de redressement économique menés, tandis que les autres notations ont été maintenues. Cette amélioration reflète une confiance renouvelée des investisseurs, dans un contexte de progression notable dans la restructuration de la dette extérieure et de stabilisation macroéconomique.

S&P souligne les réformes budgétaires importantes engagées et présentées dans le Budget 2025, dont la modification de la loi sur la gestion des finances publiques et la création d'un conseil fiscal indépendant. Les perspectives sont stables.

Selon les perspectives de l'agence de notation, les notes pourraient à nouveau être relevées dans les prochains mois si le Ghana progresse dans la stabilisation des finances publiques, l'accumulation des réserves de changes et la réduction du service de la dette.

Le cedi ghanéen s'apprécie en avril 2025 après les interventions de la Banque du Ghana

[Le cedi ghanéen s'est apprécié depuis le 20 avril 2025 face aux principales devises commerciales, après une période de stabilité observée depuis janvier 2025.](#) De février à avril 2025, il s'est maintenu à environ 15,50 GHS pour 1 USD.

Mais au cours des premières semaines de mai 2025, il a bondi à 13,1 GHS, son plus haut niveau en un an. Cette appréciation s'explique par une amélioration de la liquidité sur le marché des changes, soutenue par de potentielles interventions ciblées de la Banque du Ghana sur l'offre de devises. En effet, la Banque aurait injecté 490 M USD sur le marché afin d'atténuer la pression exercée sur la demande de devises étrangères. En conséquence, le cedi s'est apprécié de 7% par rapport au dollar américain depuis le début de l'année, en faisant l'une des monnaies les plus performantes en Afrique sur cette période.

Les autres facteurs de cette appréciation s'expliquent par de fortes entrées de fonds et l'amélioration des recettes d'exportation de l'or et du cacao qui renforcent la position extérieure du Ghana.

Ainsi, [au 13 mai 2025](#), le cedi ghanéen s'échangeait à 12,06 GHS pour un dollar américain et à 14,08 GHS pour 1 EUR sur le marché interbancaire. Les prévisions pour 2025 suggèrent une tendance à la stabilisation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr